

Pourquoi l'économie russe ne s'est pas effondrée ?

Par Clara Galtier

Publié le 01/02/2024 à 07:27,

Mis à jour le 03/02/2024 à 08:20



Vladimir Poutine, le 31 janvier. L'économie russe s'est redressée plus tôt que prévue, avec un rebond en 2023 estimé autour de 3%, là où de nombreux économistes prédisaient encore une récession. NATALIA KOLESNIKOVA / AFP

Malgré le régime strict de sanctions, la Russie continue de déjouer les prédictions négatives. Elle devrait connaître une croissance de 2,6% en 2024 selon le FMI.

Même les prévisions officielles du Kremlin ne sont pas si optimistes. Le Fonds monétaire international (FMI) vient de fortement réviser à la hausse ses prévisions économiques pour la Russie en 2024, de 1,1% à 2,6% (contre 1,5% au maximum pour la Banque centrale russe). Ces nouvelles estimations surviennent alors que l'économie russe s'est redressée plus tôt que prévue, avec un rebond en 2023 estimé autour de 3%, là où de nombreux économistes prédisaient encore une récession.

«Le PIB devrait augmenter d'au moins 3,5 % cette année (en 2023 NDLR)», fanfaronnait Vladimir Poutine lors d'un forum d'affaires en décembre. Un comble, alors que Moscou est visé par l'un des régimes de sanction les plus stricts de l'Histoire. Mais alors que le rouble dévisse et que le budget fédéral plonge dans le rouge, croissance et recettes ont pourtant dépassé leurs niveaux d'avant-guerre.

«Je pense que le FMI est impressionné par la résilience de l'économie russe et améliore son propre pronostic en prévoyant le maintien de deux facteurs : celui des dépenses militaires à un niveau élevé qui stimulent l'ensemble de la consommation et des prix stables pour les hydrocarbures russes, donc des revenus budgétaires importants», analyse Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie-Eurasie à l'Ifri.

L'épicentre de la croissance réside dans l'industrie. L'État a massivement investi dans le complexe militaro-industriel. Entre 35% et 50% de la croissance - selon les sources - s'expliquent par la production de commandes liées à la guerre. L'industrie manufacturière est en pleine accélération. L'économie de guerre et la hausse des dépenses publiques ont permis de soutenir les revenus des ménages. Les salaires réels (donc déduits de l'inflation) ont augmenté de 13,3% en mai 2023 sur un an, selon l'économiste russe en exil Vladislav Inozemtzev, auteur d'un article dans *Politique étrangère*. De quoi entretenir la consommation même si de fortes disparités existent. Le Kremlin a en outre distribué des soutiens aux familles des militaires sur le front et les ouvriers dans la défense, des aides qui touchent entre quatre et cinq millions de foyers.

Contournement des sanctions

Les ventes de pétrole brut et de produits pétroliers, cœur du modèle économique russe, se sont maintenues. Bien que celles-ci aient chuté de 93% vers l'Union européenne depuis 2021, d'autres pays s'y sont substitués. L'Inde, qui a multiplié par 14 ses achats de pétrole russe achète désormais, avec la Chine, entre 80% et 90% des exportations de brut. Sur ce point les sanctions des Occidentaux n'ont eu qu'un effet limité, la Russie étant parvenue à contourner le plafonnement à 60 dollars le baril. «*Résultat : la perte de revenus pétroliers enregistrée par la Russie en 2023 n'est que de 14 %, et les volumes exportés sont restés stables*», affirme l'économiste Hubert Testard dans [un récent article](#).

Marché important pour les biens manufacturés, la Russie a également réussi à remplacer les produits de haute technologie et de consommation occidentaux en se tournant aussi vers la Chine ou d'autres pays asiatiques, tout en combinant ses approvisionnements avec des importations non autorisées via différents intermédiaires comme la Turquie. «*Le trio Chine, Inde et Turquie a permis aux exportations du Kremlin d'engendrer 130 milliards de dollars en deux ans*», note l'économiste, soit presque de quoi compenser la chute des ventes de la Russie vers les 27 pays de l'UE, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud (139 milliards de dollars).

S'agissant des matières premières, la Russie a conforté sa place stratégique dans l'économie internationale. «*Les ressources russes sont essentielles aux industries mondiales y compris occidentales, aluminium, titane, sans parler du blé et produits alimentaires*», note Tatiana Kastoueva-Jean. Le pays a exporté 59 millions de tonnes de céréales entre juillet 2022 et juin 2023, et devrait en exporter 61 millions de tonnes à la saison prochaine. Premier producteur d'engrais, Moscou a quasiment rétabli ses niveaux d'exportations après une chute de 22% en 2022.

Une économie en surchauffe

Sur le marché intérieur, les entreprises privées russes ont échappé aux sanctions, ont mis en place de nouveaux partenariats à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et continué à soutenir l'emploi tout au long de la guerre. Le départ des entreprises occidentales a libéré des parts de marché aux entrepreneurs russes. *«Au premier trimestre 2023, l'augmentation nette du nombre d'entreprises commerciales enregistrées a dépassé la barre des 50000, le nombre d'entrepreneurs individuels de moins de 35 ans augmentant de 40 %»*, écrit Vladislav Inozemtzev.

Les sanctions financières elles-mêmes n'ont eu qu'un impact limité : le montant des actifs gelés de la Banque centrale de la Fédération de Russie (environ 300 milliards de dollars) est identique à l'excédent commercial de la Russie en 2022. Par ailleurs, le yuan s'est substitué au dollar et à l'euro pour servir le commerce extérieur russe.

Reste que, avec une inflation élevée, l'envolée des dépenses de défense (+70% prévus en 2024), des taux d'intérêt à 16% et l'utilisation maximale des capacités de productions, l'économie russe est en surchauffe. Si les opposants politiques sont muselés, il n'en est rien pour les critiques d'économistes. La directrice de la Banque centrale en personne, Elvira Nabioullina, dont les compétences sont respectées par ses pairs étrangers, avertissait il y a quelques semaines que dans cette situation *«on peut aller très haut, mais pas pour longtemps.»* La perte de capital humain - un million de cadres qualifiés auraient quitté le pays - pourrait, sur le long terme, coûter davantage à la Russie que les pertes financières engendrées par la guerre, prévient Vladislav Inozemtzev. Pour le moment les pénuries de main-d'œuvre tirent vers le haut les salaires mais cela ne durera pas. *«D'ici la fin des années 2020, le pays va perdre une portion non négligeable de sa capacité industrielle d'avant-guerre, avec un PIB qui pourrait se contracter de 10 % à 15 % avant la fin de la décennie.»*

La rédaction vous conseille

- [Comment Moscou déjoue les sanctions sur le pétrole](#)
- [Pétrole russe : les importations de la Chine au plus haut depuis l'invasion de l'Ukraine](#)
- [En Russie, une pénurie de main-d'œuvre](#)

Sujet

guerre Russie-Ukraine